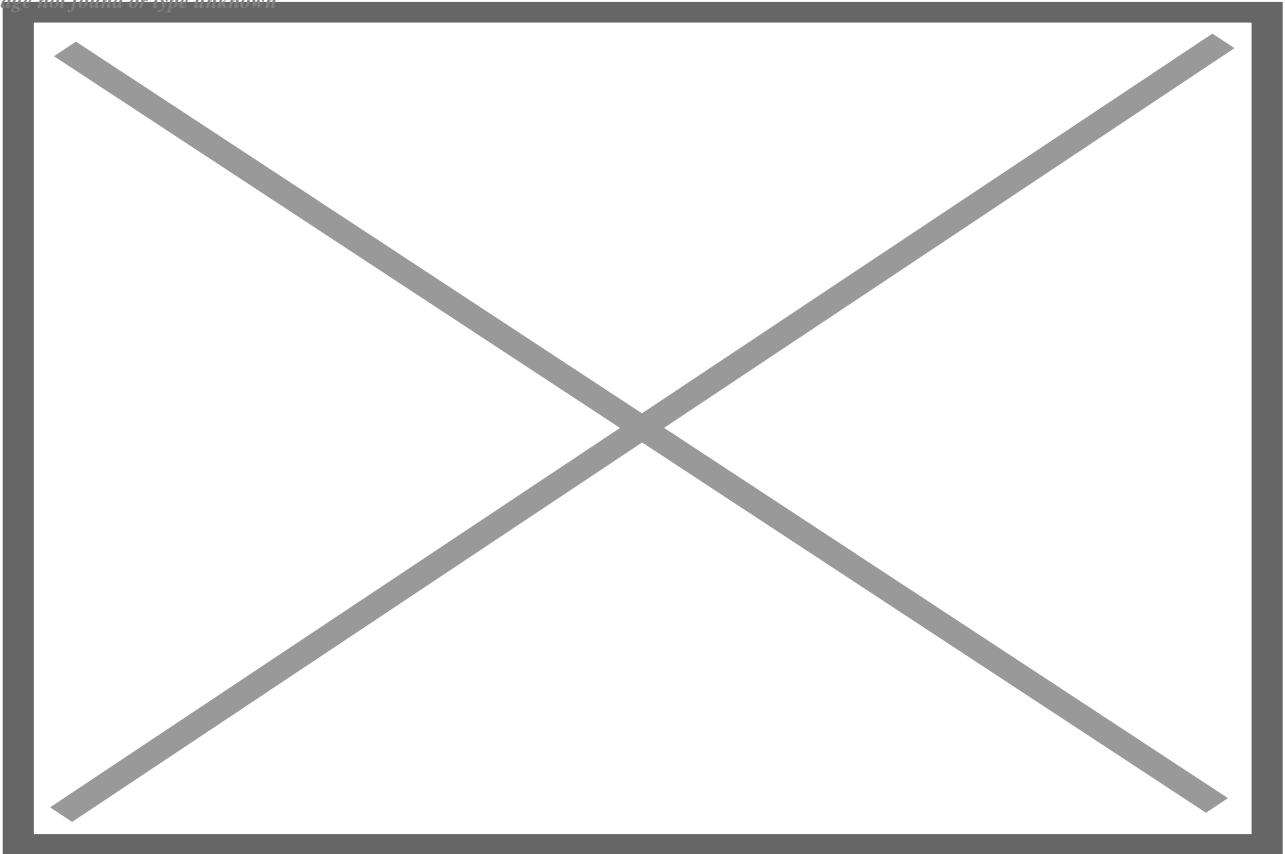


Assaut du Capitole : Steve Bannon, ex-conseiller de Donald Trump, reconnu coupable d'entrave au Congrès

Image not found or type unknown



Washington, 22 juillet (RHC) Steve Bannon, ex-proche conseiller de Donald Trump, a été reconnu vendredi 22 juillet coupable d'entrave aux prérogatives d'enquête du Congrès par un tribunal fédéral, après avoir refusé de coopérer avec la commission sur l'assaut du Capitole.

L'homme de 68 ans, figure du populisme d'extrême droite aux Etats-Unis et directeur de la campagne à succès de Donald Trump en 2016, connaîtra sa peine en octobre. Le jury d'un tribunal fédéral de Washington a délibéré pendant moins de trois heures vendredi pour conclure à sa culpabilité sur les deux chefs d'inculpation qui pesaient contre lui. Il encourt entre un mois et un an de prison pour chacun de ces chefs.

Même après avoir été écarté de la Maison Blanche en août 2017, Steve Bannon était resté proche de Donald Trump et avait échangé avec lui le jour précédant l'attaque du 6 janvier 2021 contre le siège du Congrès. Pour connaître la nature de leurs discussions, la commission d'enquête parlementaire chargée notamment de faire la lumière sur le rôle de l'ancien président dans ce coup de force avait assigné M. Bannon à témoigner et à produire des documents. Il avait refusé, invoquant le droit des présidents à garder certaines conversations secrètes, ce qui lui avait valu d'être inculpé d'« entrave » au travail du Congrès.

A l'ouverture des débats mardi, la procureure Amanda Vaughn avait accusé Steve Bannon de se croire « au-dessus de la loi ». M. Bannon a « ignoré les ordres d'obtempérer, même après que le Congrès a rejeté ses prétextes, et a balayé de nombreux avertissements selon lesquels il ferait face à des poursuites s'il ne se pliait pas à l'assignation à comparaître comme il était tenu de le faire », avait ajouté Amanda Vaughn.

Selon elle, la commission avait des raisons légitimes de penser qu'il pourrait avoir, comme d'autres proches du président, des informations sur les liens entre Donald Trump et ses partisans qui ont pris d'assaut le Capitole alors que les parlementaires certifiaient la victoire du démocrate Joe Biden à la présidentielle.

La défense n'a pas produit de témoins au procès, commencé lundi par la sélection des jurés, et Steve Bannon n'a pas pris la parole lui-même pour se défendre. Son avocat, Evan Corcoran, a cependant dénoncé des poursuites politiques, assurant que « personne n'a[vait] ignoré l'assignation à comparaître » et que des négociations avaient même eu lieu avec la commission concernant sa date de déposition.

A l'approche de son procès, Steve Bannon avait accepté de coopérer avec les parlementaires. Les procureurs avaient dénoncé « un revirement de dernière minute afin d'éviter » une condamnation et le juge chargé du dossier, Carl Nichols, avait souhaité maintenir le procès.

David Schoen, l'un des avocats de Steve Bannon, a déclaré à l'extérieur du palais de justice que le verdict ne tiendrait pas. « C'est le premier round » a-t-il dit. « Vous verrez que cette affaire sera renversée en appel. » Le prévenu lui-même a déclaré en quittant le tribunal : « Nous avons peut-être perdu une bataille aujourd'hui, mais nous ne perdrons pas cette guerre. » Invité dans la soirée sur Fox News, il a ajouté : « je vais me battre jusqu'au bout ». « Nous avons un long processus d'appel (...) Je pense que la loi est avec nous sur nombre de points », a-t-il insisté.

L'ex-conseiller politique a aussi appelé les téléspectateurs à battre les démocrates aux élections législatives de mi-mandat en novembre afin qu'un Congrès dominé par les républicains ouvre, propose-t-il, sa propre commission d'enquête sur l'assaut du Capitole. « Nous avons besoin d'une vraie commission du 6 janvier », a-t-il dit face au présentateur vedette Tucker Carlson.

Le président de la commission d'enquête parlementaire sur l'assaut du Capitole, le démocrate Bennie Thompson, et la présidente adjointe, la républicaine Liz Cheney, ont tous deux salué la décision du tribunal comme « une victoire pour l'Etat de droit ». « Tout comme chaque personne responsable des événements du 6 janvier doit être tenue pour responsable, quiconque fait obstruction à notre enquête sur les faits doit faire face aux conséquences », ont-ils déclaré dans un communiqué.

Source Le Monde avec AFP

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/294345-assaut-du-capitole-steve-bannon-ex-conseiller-de-donald-trump-reconnu-coupable-dentrave-au-congres>



Radio Habana Cuba